

B.10. Insoweit die präjudizielle Frage auf Artikel 419 Absatz 1 Nr. 3 abzielt, muß sie bejahend beantwortet werden.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erkennt für Recht:

Artikel 419 Absatz 1 Nr. 3 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 (früherer Artikel 309 Absatz 1 Nr. 3 des Einkommensteuergesetzbuches 1964) verstößt in der vor seiner Abänderung durch Artikel 44 des Gesetzes vom 15. März 1999 über steuerrechtliche Streitsachen geltenden Fassung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insoweit er auf eine gerichtlich angeordnete Steuerbefreiung anwendbar ist.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 24. Juni 2003.

Der Kanzler,  
(gez.) P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,  
(gez.) M. Melchior.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2003/00793]

### 15 OCTOBRE 2003. — Circulaire PLP 32 relative au fonctionnement des conseil et collège de police

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

La législation relative au fonctionnement de la police intégrée et plus particulièrement à celui des zones de police est en constante évolution depuis la réforme des polices.

Certains textes ont été régulièrement modifiés, d'autres ont dû être clarifiés et de nombreuses instructions et directives ont dû être données aux différentes autorités qui exercent un rôle capital dans le fonctionnement de la police intégrée.

Il me semble dès lors opportun, de manière à assurer un fonctionnement optimal et uniforme des zones de police, d'attirer l'attention de Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Gouverneurs sur certaines dispositions de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI) et de clarifier le sens de quelques articles qui ont été interprétés de manière diverse par les nombreux intervenants en la matière.

I. Rôle et remplacement du secrétaire du conseil et du collège de police

L'article 29 de la LPI, définit le rôle et le mode de désignation du secrétaire du conseil de police et du collège de police des zones de police pluricomunales ainsi que le rôle du chef de corps lors des séances de ces organes.

Ainsi, le secrétaire a été chargé par la loi de rédiger, de transcrire et de signer les procès-verbaux du conseil et du collège (lesquels, une fois transcrits, seront également signés par le président) alors que le chef de corps est, quant à lui, uniquement chargé de préparer les affaires qui seront soumises au conseil et au collège et d'assister aux séances de ceux-ci.

La fonction de secrétaire du conseil de police et du collège de police est exercée par un membre du personnel du cadre administratif et logistique du corps de police local ou d'une administration communale de la zone. Il est désigné respectivement par le conseil et le collège de police.

Il en résulte que, en cas d'empêchement temporaire ou prolongé du secrétaire (congé, maladie...), son remplaçant devrait répondre aux mêmes critères de désignation et être dès lors membre du personnel CALog ou d'une administration communale de la zone.

Par conséquent, ni le chef de corps, ni un membre du conseil ou du collège ne peut remplir la fonction de secrétaire en l'absence de ce dernier.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2003/00793]

### 15 OKTOBER 2003. — Omzendbrief PLP 32 betreffende de werking van de politieraad en het politiecollege

Aan Mevrouw en de Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

De wetgeving aangaande de werking van de geïntegreerde politie en meer in het bijzonder de werking van de politiezones, is in voortdurende evolutie sinds de politiehervorming.

Sommige teksten werden regelmatig gewijzigd, andere moesten worden verduidelijkt en talrijke voorschriften en richtlijnen moesten worden gegeven aan de verschillende overheden die een essentiële rol spelen in de werking van de geïntegreerde politie.

Teneinde een optimale en uniforme werking van de politiezones te verzekeren, lijkt het mij dan ook opportuun de aandacht van de dames en heren Burgemeesters en Gouverneurs op sommige bepalingen van de wet van 7 december tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP) 1998 te vestigen, alsook de betekenis van enkele artikelen te verduidelijken, die door de talrijke actoren terzake op verschillende manieren werden geïnterpreteerd.

I. Rol en vervanging van de secretaris van de politieraad en het politiecollege

Artikel 29 WGP omschrijft de rol en de aanstellingswijze van de secretaris van de politieraad en van het politiecollege in de gemeentenpolitiezones, alsook de rol van de korpschef tijdens de zittingen van deze organen.

Zo werd de secretaris door de wet belast met het opstellen, overschrijven en ondertekenen van de notulen van de raad en het college (die, na hun overschrijving, ook door de voorzitter zullen worden ondertekend), terwijl de korpschef er enkel mee belast is de materies voor te bereiden, die aan de raad en het college worden voorgelegd, en om hun zittingen bij te wonen.

De functie van secretaris van de politieraad en van het politiecollege wordt vervuld door een personeelslid van het administratief en logistiek kader van het lokale politiekorps of door een personeelslid van een gemeentelijke administratie van de zone. Hij wordt respectievelijk aangeduid door de politieraad en het politiecollege.

Bijgevolg dient, bij tijdelijke of langdurige verhindering van de secretaris (verlof, ziekte,...), zijn vervanger aan dezelfde aanstellingsvoorwaarden te voldoen en derhalve ook lid te zijn van het calogpersoneel of van het personeel van een gemeentelijke administratie.

Om die reden kan noch de korpschef, noch een lid van de raad of het college de functie van secretaris vervullen tijdens diens afwezigheid.

## II. Indemnité du secrétaire

L'article 32bis LPI prévoit en outre que le conseil de police peut octroyer au secrétaire de la zone une indemnité. Il appartient au conseil de police de fixer cette indemnité en fonction de la quantité et de la qualité des prestations fournies par le secrétaire et en fonction du fait que le secrétaire effectue ou pas des prestations en dehors des heures de services normales ou au-delà de 38 heures par semaine. Cette indemnité est dès lors liée à la fonction de secrétaire et non à la personne.

Par conséquent, dans la mesure où un secrétaire absent ne peut de toute évidence prester des heures supplémentaires, il ne peut non plus prétendre au maintien de cette indemnité à son profit. Il va de soi que le secrétaire remplaçant pourra par contre, lui, y prétendre.

## III. Remplacement du président du collège de police

L'article 23 LPI dispose que, en cas d'empêchement ou d'absence d'un membre du collège de police, son remplacement se fait conformément à l'article 14 de la nouvelle loi communale.

Cet article prévoit que, en cas d'empêchement ou d'absence du bourgmestre, ses fonctions sont remplies par l'échevin, le premier dans l'ordre des scrutins, à moins que le bourgmestre n'ait délégué un autre échevin.

Il en résulte que le bourgmestre-président absent sera normalement remplacé par l'un de ses échevins, lequel deviendra président du collège de police. C'est donc également à l'échevin qui fait office de bourgmestre et de président du collège qu'il appartient de signer la correspondance.

Toutefois, dans la mesure où l'article 23 LPI prévoit que le Collège désigne un président en son sein, rien n'interdit au collège de désigner un autre de ses membres comme président remplaçant en l'absence du président.

Notons néanmoins que, en vertu de ce même article 23 LPI, il ne saurait être question qu'un président délègue ses fonctions de président (y compris la signature de la correspondance visée à l'article 29 LPI) au bourgmestre d'une autre commune sans qu'une décision ne soit prise en ce sens par l'ensemble du collège.

En conséquence, et afin d'éviter tout risque de contestation ultérieure, il est recommandé que chaque Collège de police prenne au préalable une position claire quant au remplacement de son président.

Deux possibilités s'offrent alors au Collège : soit le Collège désigne un autre de ses membres comme président remplaçant, soit c'est l'échevin remplaçant le bourgmestre qui exerce la présidence qui devient président.

## IV. Présence du secrétaire lors des délibérations

L'article 92 de la nouvelle loi communale, rendu applicable aux organes zonaux de police par l'article 27 LPI, énumère certaines circonstances rendant la présence du secrétaire de zone interdite lors des délibérations du conseil de police. Il s'agit notamment des cas où la délibération porte sur des objets auxquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct.

J'attire ici l'attention de Mesdames et Messieurs les Bourgmestres sur le fait que le remplaçant du secrétaire qui ne peut assister à une délibération pour cette raison se doit de remplir les conditions prévues à l'article 29 LPI et qui ont été rappelées ci-avant, à savoir être membre du personnel CALog ou d'une administration communale de la zone.

## V. Pondération des voix des conseillers de police lors du vote sur le budget

L'article 26 LPI prévoit la répartition des voix entre les membres du groupe de représentants d'une commune lors des votes du conseil de police sur l'établissement du budget, les modifications budgétaires et les comptes annuels. Cet article établit ainsi que chaque groupe de représentants d'une commune de la zone dispose, en la matière, d'autant de voix que celles dont dispose au sein du collège de police le bourgmestre de la commune qu'il représente, ces voix étant réparties de manière égale entre les membres du groupe.

## II. Vergoeding van de secretaris

Artikel 32bis WGP voorziet bovendien dat de politieraad een vergoeding aan de secretaris van de zone kan toekennen. De politieraad dient deze vergoeding vast te stellen in functie van de hoeveelheid en de kwaliteit van de door de secretaris verrichte prestaties, en rekening houdend met het feit of hij al dan niet buiten de normale diensten of meer dan 38 uur per week werkt. Deze vergoeding is bijgevolg verbonden aan de functie van secretaris en niet aan de persoon.

Aangezien een afwezige secretaris uiteraard geen bijkomende uren presteert, kan hij onmogelijk aanspraak maken op deze vergoeding. Het spreekt voor zich dat de vervangende secretaris wel aanspraak kan maken op dergelijke vergoeding.

## III. Vervanging van de voorzitter van het politiecollege

Artikel 23 WGP bepaalt dat, in geval van verhindering of afwezigheid van een lid van het politiecollege, zijn vervanger overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 van de nieuwe gemeentewet wordt aangewezen.

Dit artikel voorziet dat, in geval van verhindering of afwezigheid van de burgemeester, diens functies worden waargenomen door de eerstgekozen schepenen, tenzij de burgemeester een andere schepenen heeft aangeduid.

Als gevolg hiervan zal de afwezige burgemeester-voorzitter gewoonlijk door één van zijn schepenen vervangen worden, dewelke bijgevolg voorzitter van het politiecollege zal worden. Het komt aan de schepenen, die als waarnemend burgemeester en voorzitter van het college optreedt, toe om ook de briefwisseling te ondertekenen.

Daar artikel 23 WGP voorziet dat het college één van zijn leden als voorzitter aanstelt, kan het college niettemin, bij afwezigheid van de voorzitter, één van zijn leden als vervangende voorzitter aanstellen.

Evenwel is het, in uitvoering van voornoemd artikel 23 WGP, onmogelijk dat een voorzitter zijn functies (met inbegrip van de ondertekening van de briefwisseling zoals bedoeld in artikel 29 WGP) aan de burgemeester van een andere gemeente zou overdragen, zonder dat er daartoe door het verenigde college een beslissing wordt genomen.

Bijgevolg, teneinde latere betwisting te vermijden, is het aangewezen dat elk politiecollege voorafgaandelijk een duidelijk standpunt inneemt betreffende de vervanging van zijn voorzitter.

Het College beschikt daartoe over twee mogelijkheden : ofwel stelt het College één van zijn leden aan als vervangende voorzitter, ofwel wordt de schepenen, die de burgemeester-voorzitter vervangt, voorzitter.

## IV. Aanwezigheid van de secretaris tijdens de beraadslagingen

Artikel 92 van de nieuwe gemeentewet, door artikel 27 WGP toepasbaar verklaard op de zonale politieorganen, somt bepaalde omstandigheden op, die de aanwezigheid van de secretaris van de zone verbiedt bij de beraadslagingen van de politieraad. Het betreft in het bijzonder de gevallen waarin de beraadslaging onderwerpen behandelt waarin de secretaris een rechtstreeks belang heeft of waarin zijn ouders of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben.

Ik vestig hierbij de aandacht van de dames en heren Burgemeesters op het feit dat de vervanger van de secretaris die om voormelde redenen geen beraadslaging mag bijwonen, aan de voorwaarden, zoals voorzien in artikel 29 WGP, dient te voldoen, namelijk behoren tot het calogpersoneel of tot het personeel van een gemeentelijke administratie.

## V. Weging van de stemmen van de politieraadsleden bij de stemming m.b.t. de begroting

Artikel 26 WGP voorziet in de verdeling van de stemmen tussen de leden van de groep van vertegenwoordigers van een gemeente bij de stemmingen van de politieraad over de vaststellingen van de begroting, de begrotingswijzigingen en de jaarrekeningen. Dit artikel bepaalt dat elke groep vertegenwoordigers van één gemeente uit de politiezone, voor deze materie, over evenveel stemmen in de politieraad beschikt, als waarover de burgemeester van de gemeente die hij vertegenwoordigt beschikt in het politiecollege. Deze stemmen worden onder de leden van die groep gelijk verdeeld.

La circulaire ministérielle PLP 28 traitant les directives pour l'établissement du budget de police 2003 à l'usage de la zone de police apporte des précisions concernant la répartition des voix entre les différents membres du Conseil.

Constatant qu'il convient toutefois de préciser la portée de l'article 26 LPI ainsi que le contenu de cette circulaire, j'attire votre attention sur le fait que chaque conseiller de police dispose d'un nombre de voix identique toute l'année, quel que soit le nombre de représentant de sa commune lors de la séance du conseil où une décision est prise en matière de budget et de compte. Dès lors, en l'absence d'un conseiller, sa voix est irrémédiablement perdue et ne peut être redistribuée entre les représentants présents de la commune à laquelle il appartient.

#### VI. Mesure transitoire dans l'application de l'article 24 LPI

L'article 24 LPI dispose que, au sein du collège de police, chaque bourgmestre dispose d'un nombre de voix proportionnel à la dotation policière minimale que sa commune investit dans la zone pluricommunale.

Le deuxième alinéa de cet article prévoit néanmoins la dérogation suivante à cette disposition : « *le nombre de voix est accordé, pendant les deux premières années qui suivent l'année pendant laquelle la police locale a été mise en place, proportionnellement à la charge nette pour la fonction Justice et Police portant le code statistique 399 des derniers comptes annuels fixés et approuvés de chaque commune.* »

La mise en place des zones de police remontant au début de l'année 2002, cette dérogation est applicable durant les années 2003 et 2004. Il s'ensuit qu'elle devra être appliquée pour tout vote ayant lieu durant ces deux années, quelque soit l'objet du vote (y compris donc le vote du budget pour l'année 2005).

#### VII. Exercice de la tutelle des gouverneurs : rappel

Afin que les gouverneurs puissent remplir leurs obligations en matière de tutelle sur les zones de police dans les délais impartis et dans les meilleures conditions possibles, je souhaite attirer l'attention de Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Chefs de corps sur les dispositions de l'article 85 LPI et de la circulaire PLP 12 concernant le rôle des Gouverneurs dans le cadre de la tutelle spécifique générale prévue par la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux du 8 octobre 2001 (point II).

Ces deux textes prévoient que la liste contenant un bref exposé des délibérations du conseil communal sur les questions relatives à la police locale ou des délibérations du conseil de police ainsi que les délibérations prévues à l'article 86 LPI soient envoyées au gouverneur endéans un délai de vingt jours.

#### VIII. Contact

Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention

Direction Gestion policière

Rue Royale 56

1000 Bruxelles

Alexis DOUFFET, conseiller adjoint (FR) : 02-500 24 85

Ivo DE PAEPE, adjunct-adviseur (NL) : 02-500 24 06

Je remercie Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Chefs de corps de bien vouloir veiller à la bonne application de ces dispositions au sein de leur zone de police.

Veillez, Madame, Monsieur le Gouverneur, mentionner au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire est publiée au *Moniteur belge*.

Je vous saurais également gré de faire le plus largement possible part du contenu de la présente aux bourgmestres des communes qui font partie de zones de votre province.

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

De ministeriële omzendbrief PLP 28 betreffende de onderrichtingen voor het opstellen van de politiebegroting 2003 ten behoeve van de politiezone brengt verduidelijkingen aan betreffende de stemmenverdeling tussen de verschillende leden van de Raad.

Vaststellende dat het echter gepast zou zijn om de draagwijdte van artikel 26 WGP alsook de inhoud van deze omzendbrief te verduidelijken, vestig ik uw aandacht op het feit dat iedere politieraadslid het hele jaar over een identiek aantal stemmen beschikt, wat ook het aantal vertegenwoordigers van zijn gemeente is tijdens de zitting van de raad waar een beslissing genomen wordt inzake budget en rekening. Bijgevolg is de stem van een afwezig raadslid onherroepelijk verloren en kan deze niet tussen de aanwezige vertegenwoordigers van de gemeente waartoe hij behoort, herverdeeld worden.

#### VI. Overgangsmaatregel in de toepassing van artikel 24 WGP

Artikel 24 WGP bepaalt dat in het politiecollege elke burgemeester over een aantal stemmen beschikt naar evenredigheid van de minimum politiedotatie die zijn gemeente in de meergemeentezone inbrengt.

Het tweede lid van dit artikel voorziet echter in de volgende afwijking van deze bepaling : « *gedurende de eerste twee jaren volgend op het jaar waarin de lokale politie is opgericht, wordt het aantal stemmen toegekend naar evenredigheid van de nettolast voor de functie Justitie en Politie onder de statistische code 399 van de laatst vastgestelde en goedgekeurde jaarrekeningen van elke gemeente.* »

Daar de inplaatsstelling van de politiezones tot het begin van 2002 teruggaat, is die afwijking van toepassing tijdens de jaren 2003 en 2004. Als gevolg daarvan zal die toegepast moeten worden bij elke stemming die tijdens die twee jaar plaatsvindt, wat het voorwerp van de stemming ook moge zijn (dus met inbegrip van de aanneming van het budget voor het jaar 2005).

#### VII. Uitoefening van het toezicht van de gouverneurs : herinnering

Teneinde de gouverneurs de mogelijkheid te geven hun verplichtingen inzake toezicht op de politiezones binnen de opgelegde termijn en in optimale omstandigheden te kunnen vervullen, wens ik de aandacht van de dames en heren Burgemeesters en Korpschefs te vestigen op de bepalingen van artikel 85 WGP en van omzendbrief PLP 12 betreffende de rol van de Gouverneurs in het kader van het algemeen specifiek toezicht voorzien door de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus van 8 oktober 2001 (punt II).

Beide teksten voorzien dat de lijst bevattende een beknopt overzicht van de besluiten van de gemeenteraad over de aangelegenheden die de lokale politie betreffen of de besluiten van de politieraad, alsook de besluiten voorzien in artikel 86 WGP aan de gouverneur binnen een termijn van twintig dagen worden toegestuurd.

#### VIII. Contact

Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid

Directie Politiebeheer

Koningsstraat 56,

1000 BRUSSEL

Alexis DOUFFET, conseiller adjoint (FR) : 02-500 24 85

Ivo DE PAEPE, adjunct-adviseur (NL) : 02-500 24 06

Ik dank de dames en heren Burgemeesters en Korpschefs om te willen waken over de correcte toepassing van deze bepalingen binnen hun politiezone.

Gelieve, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, in het Bestuursmemoriaal de datum te vermelden waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Mag ik u vragen om de inhoud van deze omzendbrief zo ruim mogelijk mee te delen aan de burgemeesters van de gemeenten die deel uitmaken van de zones van uw provincie.

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE